

**DECRET N° 2013-988/PRES/PM/MATS du 30 octobre 2013.**

**ARTICLE 1 :** Monsieur Niquiébo FANCANI, Mle 74 915 B, Professeur certifié est nommé Chargé de missions.

**ARTICLE 2 :** Monsieur Siméon SAWADOGO, Mle 16 615 N, Instituteur certifié est nommé Chargé de missions.

**ARTICLE 3 :** Monsieur Boukari LINKONE, Mle 23 556 B, Administrateur civil est nommé Chargé de missions.

**ARTICLE 4 :** Le Ministre de l'Administration Territoriale et de la Sécurité est chargé de l'exécution du présent décret qui prend effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

**DECRET N°2013-989/PRES/PM/MATS du 30 octobre 2013.**

**ARTICLE 1 :** Monsieur Lassané ZIDA, Mle 102 427 X, Commissaire de police est nommé Directeur provincial de la police nationale du Koulpélogo (Ouargaye).

**ARTICLE 2 :** Monsieur Nakoaba TANKOANO, Mle 102 424 E, Commissaire de police est nommé Directeur provincial de la police nationale du Nahouri (Po).

**ARTICLE 3 :** Monsieur Bagnomo Alexis BADO, Mle 22 770 F, Commissaire principal de police est nommé Directeur provincial de la police nationale du Nayala (Toma).

**ARTICLE 4 :** Monsieur Ousmane DJOLGOU, Mle 24 485 N, Commissaire de police est nommé Directeur provincial de la police nationale de la Komondjari (Gayéri).

**ARTICLE 5 :** Monsieur Akodia Antoine SAMPANA, Mle 120 430 E, Commissaire principal de police est nommé Directeur provincial de la police nationale du Ganzourgou (Zorgho).

**ARTICLE 6 :** Monsieur W. Barthélémy YANOGO, Mle 111 487 C, Commissaire de police est nommé Directeur provincial de la police nationale du Lorum (Titao).

**ARTICLE 7 :** Le Ministre de l'Administration Territoriale et de la Sécurité est chargé de l'exécution du présent décret qui prend effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

#### MINISTERE DES MINES ET DE L'ENERGIE

**DECRET N°2013-972/PRES/PM/MME 30 octobre 2013 portant organisation du Ministère des mines et de l'énergie.**

**LE PRESIDENT DU FASO,  
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES**

VU la Constitution ;  
VU le décret n°2012-1038 /PRES du 31 décembre 2012 portant nomination du Premier Ministre ;

VU le décret n°2013-002/PRES/PM du 02 janvier 2013 portant composition du Gouvernement;

VU le décret n° 2013-104/PRES/PM/SGG-CM du 07 mars 2013, portant attributions des membres du Gouvernement ;

VU le décret n°2013-404/PRES/PM/SGG-CM du 23 mai 2013 portant organisation-type des départements ministériels; Sur rapport du Ministre des mines et de l'énergie ;

Le Conseil des Ministres entendu en sa séance du 1<sup>er</sup> août 2013 ;

### DECRETE

#### TITRE I : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**ARTICLE 1 :** L'organisation du Ministère des mines et de l'énergie est régie par les dispositions du présent décret et s'articule autour des structures suivantes :

- le Cabinet du Ministre ;
- le Secrétariat général.

#### TITRE II : DISPOSITIONS RELATIVES AU CABINET DU MINISTRE

##### Chapitre I: Composition du Cabinet du Ministre

**ARTICLE 2 :** Le Cabinet du Ministre comprend :

- le Directeur de cabinet
- les Conseillers techniques ;
- l'Inspection technique des services ;
- la Cellule des chargés de mission ;
- la Brigade nationale anti-fraude de l'or ;
- les Secrétariats techniques ;
- les Secrétariats permanents ;
- le Secrétariat particulier ;
- le Protocole du Ministre ;
- le Service de sécurité.

##### Chapitre II: Attributions du Cabinet du Ministre

**ARTICLE 3 :** Le Cabinet du Ministre est chargé :

- du courrier confidentiel et réservé ;
- des audiences ministérielles ;
- des relations avec le Secrétariat général du Gouvernement et du Conseil des Ministres, les autres ministères, les Institutions nationales et internationales ;
- du protocole du Ministre;
- du contrôle de la gestion administrative et technique des services ;
- de l'assistance - conseil au Ministre ;
- de la lutte contre la fraude en matière de commercialisation de l'or.

##### Section 1: Le Directeur de cabinet

**ARTICLE 4 :** Le Directeur de cabinet est chargé:

- d'assurer la coordination des activités du Cabinet du Ministre ;

- d'assister le Ministre dans la gestion des affaires réservées et confidentielles ;
- d'assurer les contacts officiels avec les Cabinets ministériels et les institutions ;
- de traiter tout dossier qu'il pourrait lui confier.

Le Directeur de cabinet est nommé par décret pris en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre. Il est placé hors hiérarchie administrative et est assisté d'un Assistant de cabinet nommé par arrêté du Ministre.

## **Section 2: Les Conseillers techniques**

**ARTICLE 5:** Les Conseillers techniques assurent l'étude et la synthèse des dossiers qui leur sont confiés par le Ministre.

**ARTICLE 6:** Les Conseillers techniques, au nombre de cinq (05) au maximum, sont choisis en raison de leur compétence technique et nommés par décret pris en Conseil des Ministres, sur proposition du Ministre.

Ils dépendent directement du Ministre et sont placés hors hiérarchie administrative.

## **Section 3: L'Inspection technique des services (ITS)**

**ARTICLE 7 :** L'Inspection technique des services veille à l'application de la politique du département dans le domaine des activités minières et énergétiques et assure le suivi-conseil et le contrôle du fonctionnement des services, des projets et programmes.

A ce titre, elle est chargée :

- d'assurer l'appui-conseil pour l'élaboration et la mise en œuvre des programmes d'activités des services, projets et programmes;
- de contrôler l'application des textes législatifs, réglementaires et des instructions administratives régissant le fonctionnement administratif, financier et comptable des services, projets et programmes;
- de mener des investigations relatives à la gestion administrative, technique et financière des services, projets et programmes ;
- d'étudier les réclamations des administrés et des usagers des services, des projets et programmes;
- de lutter contre la corruption au sein du Ministère.

**ARTICLE 8:** Le pouvoir de contrôle et de vérification de l'Inspection technique des services s'exerce aussi bien à priori qu'à posteriori sur les structures centrales, rattachées, déconcentrées et de missions placées sous la tutelle du Ministère ainsi que sur les activités des personnes physiques ou morales opérant dans les secteurs minier et énergétique au Burkina Faso. L'Inspection technique des services dresse, à cet effet, des rapports de contrôle et de vérification à l'attention du Ministre.

**ARTICLE 9:** L'Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat est ampliatrice de tous les rapports de l'inspection technique des services.

**ARTICLE 10:** L'Inspection technique des services est dirigée par un Inspecteur général des services nommé par décret pris en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre.

L'Inspecteur général des services relève directement du Ministre. Il est placé hors hiérarchie administrative et bénéficie des mêmes avantages que les Conseillers techniques.

L'Inspecteur général des services est assisté d'Inspecteurs techniques, au nombre de cinq (05) maximum, nommés par décret pris en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre.

**ARTICLE 11:** L'Inspecteur général des services et les Inspecteurs techniques sont choisis parmi les cadres supérieurs en raison de leur compétence technique et de leur moralité.

Les Inspecteurs techniques bénéficient des mêmes indemnités que les Directeurs généraux des services.

## **Section 4: La Brigade nationale anti-fraude de l'or (BNAF)**

**ARTICLE 12:** La Brigade nationale anti-fraude de l'or a pour mission la recherche, la constatation et la poursuite des infractions à la législation et à la réglementation relatives à la commercialisation de l'or.

**ARTICLE 13:** La BNAF bénéficie du pouvoir de contrôle dévolu aux différents corps de contrôle de l'Etat et avec lesquels elle entretient des rapports de travail.

**ARTICLE 14:** La BNAF est placée sous l'autorité d'un Directeur général.

Elle comprend, outre le Directeur général, dix (10) membres nommés par décret pris en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre.

Le Directeur général de la BNAF bénéficie des mêmes avantages que ceux accordés aux Conseillers techniques. Les membres de la BNAF bénéficient des mêmes avantages que ceux accordés aux Directeurs généraux.

## **Section 5: La Cellule des chargés de mission**

**ARTICLE 15:** La Cellule des chargés de mission regroupe entre autres, des cadres du département ayant occupé de hautes fonctions politiques et/ou administratives et qui ont rejoint le département en fin de mission. Ils assurent l'étude et l'analyse des dossiers spécifiques qui requièrent une bonne connaissance de l'Administration publique et qui leur sont confiés par le Ministre.

Les chargés de mission sont nommés par décret pris en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre.

Ils bénéficient des mêmes indemnités que les chargés de mission du Premier Ministère.

## **Section 6: Les Secrétariats techniques**

**ARTICLE 16:** Les Secrétariats techniques sont créés pour exécuter des missions conjoncturelles ou temporaires.

De par leur caractère temporaire, ils ne peuvent excéder cinq (5) ans d'existence. A terme, ils s'intègrent dans les structures permanentes du Ministère.



Placé sous l'autorité d'un Secrétaire technique, le Secrétariat technique se subdivise en départements.

Le Secrétaire technique est nommé par décret pris en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre et a rang de Conseiller technique.

Les Chefs de département des Secrétariats techniques sont nommés dans les mêmes conditions que le Secrétaire technique et ont rang de Directeurs de services centraux.

#### **Section 7: Les Secrétariats permanents**

**ARTICLE 17:** Les Secrétariats permanents sont des structures mises en place en vue de piloter des volets sensibles et d'ordre stratégique des missions assignées au Ministère. Elles ne doivent pas empiéter sur les attributions des structures permanentes du Ministère.

Placé sous l'autorité d'un Secrétaire permanent, le Secrétariat permanent se subdivise en départements.

Le Secrétaire permanent est nommé par décret pris en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre et a rang de Conseiller technique.

Les Chefs de département des Secrétariats permanents sont nommés dans les mêmes conditions que le Secrétaire permanent et ont rang de Directeurs de services centraux.

#### **Section 8: Le Secrétariat particulier**

**ARTICLE 18:** Le Secrétariat particulier assure la réception et l'expédition du courrier confidentiel et du courrier réservé du Ministre. Il organise l'emploi du temps du Ministre. Il est dirigé par un Secrétaire particulier nommé par arrêté du Ministre.

#### **Section 9: Le Protocole du Ministre**

**ARTICLE 19:** Le Protocole du Ministre est chargé, en relation avec le Protocole d'Etat, de l'organisation des cérémonies, des audiences et des déplacements officiels du Ministre. Il est nommé par arrêté du Ministre.

#### **Section 10: Le Service de sécurité**

**ARTICLE 20:** Le Service de sécurité est chargé d'assurer la sécurité du Ministre et des installations et équipements du Ministère.

### **TITRE III: DISPOSITIONS RELATIVES AU SECRETARIAT GENERAL**

**ARTICLE 21:** Pour la mise en œuvre et le suivi de la politique du Gouvernement en matière de mines et d'énergie, le Ministre dispose d'un Secrétariat général dont la composition et les attributions sont régies par les dispositions ci-dessous.

#### **Chapitre I: Composition du Secrétariat général**

**ARTICLE 22:** Le Secrétariat général comprend :

- les services du Secrétaire général ;
- les structures centrales ;
- les structures déconcentrées ;
- les structures rattachées ;
- les structures de mission.

#### **Chapitre II: Attributions du Secrétaire général**

**ARTICLE 23:** Le Secrétaire général assure la gestion administrative et technique du Ministère.

Il assiste le Ministre dans la mise en œuvre de la politique du Ministère. Il est chargé de la coordination administrative et technique des structures centrales, des structures déconcentrées, des structures rattachées et des structures de mission.

En cas d'absence du Secrétaire général, le Ministre nomme un intérimaire parmi quatre (04) directeurs des structures centrales sur une liste établie à cet effet. Les modalités d'établissement de la liste sont fixées par arrêté du Ministre.

Lorsque l'absence excède trente (30) jours, l'intérimaire est nommé par arrêté. Lorsque l'absence n'excède pas trente (30) jours, l'intérimaire est nommé par note de service. En tout état de cause, l'intérim ci-dessus mentionné ne saurait excéder trois (3) mois.

**ARTICLE 24:** Le Secrétaire général assure les relations techniques du département avec les structures techniques des autres ministères, le Secrétariat général du Gouvernement et du Conseil des Ministres et les Institutions nationales.

**ARTICLE 25:** A l'exception des documents destinés au Chef de l'Etat, au Chef du Gouvernement, aux membres du Gouvernement, aux présidents d'Institutions et aux ambassadeurs, le Secrétaire général reçoit délégation de signature pour:

- les lettres de transmission et d'accusé de réception ;
- les ordres de mission à l'intérieur du Burkina Faso ;
- les décisions de congés ;
- les décisions d'affectation ainsi que l'ensemble des actes de gestion du personnel des services relevant du Secrétariat général ;
- les textes des communiqués ;
- les textes de fax et courriel.

**ARTICLE 26:** Outre les cas de délégations prévues à l'article 25 ci-dessus, le Ministre peut, par arrêté, donner délégation de signature au Secrétaire général pour toute autre matière relative à la gestion quotidienne du Ministère.

**ARTICLE 27:** Pour tous les actes susvisés aux articles 25 et 26, la signature du Secrétaire général est toujours précédée, de la mention « pour le Ministre et par délégation, le Secrétaire général ».

#### **Chapitre III: Les Services du Secrétaire général**

**ARTICLE 28:** Pour la coordination administrative et technique des structures, le Secrétaire général dispose :

- d'un Bureau d'études ;
- d'un Secrétariat particulier ;
- d'un Service central du courrier ;
- d'une Cellule environnementale.

### **Section 1: Le Bureau d'études**

**ARTICLE 29:** Le Bureau d'études est animé par des chargés d'études, au nombre de cinq (05) au plus, désignés parmi les cadres supérieurs, en raison de leur compétence technique et nommés par décret pris en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre.

Ils bénéficient des indemnités accordés aux directeurs de services.

### **Section 2: Le Secrétariat particulier du Secrétaire général**

**ARTICLE 30:** Le Secrétariat particulier du Secrétaire général assure la réception et l'expédition du courrier confidentiel et du courrier réservé du Secrétaire général. Il organise l'emploi du temps du Secrétaire général. Il accueille les visiteurs et gère les audiences du Secrétaire général.

Il est dirigé par un Secrétaire particulier nommé par arrêté du Ministre.

### **Section 3: Le Service central du courrier**

**ARTICLE 31:** Le Service central du courrier est chargé :

- de recevoir, d'enregistrer et de ventiler tous les courriers ordinaires en provenance des structures du Ministère et des services extérieurs au Ministère des mines et de l'énergie ;
- de centraliser, d'enregistrer et d'expédier le courrier ordinaire du Cabinet du Ministre et du Secrétariat général ;
- de tenir à jour et de classer les fichiers et cahiers d'enregistrement du courrier départ et arrivée.

Le Service central du courrier est dirigé par un chef de service nommé par arrêté du Ministre.

**ARTICLE 32:** La Cellule environnementale a pour mission de contribuer à la prise en compte des préoccupations environnementales lors de la conception et de la mise en œuvre des politiques, projets et programmes de développement du Ministère des mines et de l'énergie.

Elle est dirigée par un chef de cellule nommé par arrêté du Ministre.

### **Chapitre IV: Les structures centrales**

**ARTICLE 33:** Les structures centrales sont constituées par :

- la Direction générale des mines et de la géologie (DGMG) ;
- la Direction générale des carrières (DGC) ;
- la Direction générale de l'énergie (DGE) ;
- la Direction générale des études et des statistiques sectorielles (DGESS) ;
- la Direction de l'administration et des finances (DAF) ;
- la Direction des ressources humaines (DRH) ;
- la Direction des marchés publics (DMP) ;

- la Direction de la communication et de la presse ministérielle (DCPM) ;
- la Direction des Archives et de la Documentation (DAD).

### **Section 1: La Direction générale des mines et de la géologie (DGMG)**

**ARTICLE 34:** La Direction générale des mines et de la géologie a pour mission la conception, l'élaboration, la coordination et l'application de la politique du ministère dans le domaine des mines et de la géologie.

A ce titre, elle est chargée :

- de proposer des mesures d'amélioration du cadre juridique et institutionnel du secteur des mines ;
- de promouvoir les activités relatives à la recherche et à l'exploitation des substances minérales ;
- de préparer et d'organiser les réunions de la Commission nationale des mines ;
- de diffuser la documentation relative à la réglementation des activités minières ;
- d'assurer la collecte, le traitement et la compilation des données géologiques et minières ;
- de gérer les autorisations et titres miniers ;
- de suivre et de contrôler les activités de recherche, de construction et d'exploitation minière ;
- de contribuer à la collecte des taxes et redevances minières ;
- de collecter et de traiter les statistiques minières ;
- de promouvoir les projets miniers ;
- de gérer les conventions minières ;
- de suivre les impacts sociaux, environnementaux économiques et juridiques des projets miniers ;
- de promouvoir l'expertise nationale dans le domaine des mines et de la géologie ;
- de contribuer à l'amélioration des connaissances géologiques et minières du territoire national.

**ARTICLE 35:** La Direction générale des mines et de la géologie comprend :

- la Direction de la géologie et du cadastre minier (DGCM) ;
- la Direction des mines (DM) ;
- la Direction des exploitations minières artisanales et semi mécanisées (DEMAS) ;
- la Direction des affaires juridiques et de la prospective (DAJP).

### **Paragraphe 1: La Direction de la géologie et du cadastre minier (DGCM)**

**ARTICLE 36 :** La Direction de la géologie et du cadastre minier est chargée :

- d'élaborer et de faire appliquer la réglementation sur la recherche géologique et minière ;
- de contrôler et de suivre l'exécution des programmes de recherche géologique et minière ;
- de recevoir et d'étudier les demandes de titres miniers et autorisations ;
- de proposer les retraits de permis en cas de non respect des programmes ;
- de tenir une fiche technique de tous les permis de recherche en cours dans le pays ;

- de centraliser tous les résultats des travaux de recherche géologique et minière effectués sur le territoire national ;
- de faire la synthèse des données géologiques des régions du Burkina Faso et de veiller à la mise à jour de la cartographie géologique ;
- d'établir et de tenir un fichier des indices minéraux ;
- d'établir les bulletins de liquidation des taxes superficielles.

### **Paragraphe 2: La Direction des mines (DM)**

**ARTICLE 37:** La Direction des Mines est chargée:

- d'élaborer et de faire appliquer la réglementation des mines, des ouvrages en or, des pierres précieuses, des substances explosives à usage autre que militaire, des appareils à pression de vapeur et de gaz, et des Etablissements Dangereux, Insalubres et Incommodes ;
- de veiller à la protection, à la sauvegarde et à la restauration de l'environnement des sites miniers en collaboration avec les services des ministères concernés ;
- d'administrer, de contrôler et de suivre les exploitations des mines en cours dans le pays ;
- d'assurer la gestion des agréments pour les comptoirs privés d'achat, de vente et d'exportation de l'or ;
- d'assurer la gestion des permis d'exploitation minière industrielle ;
- d'organiser les réunions de la Commission nationale des mines ;
- de veiller à la sécurité dans les mines.

### **Paragraphe 3: La Direction des exploitations minières artisanales et semi mécanisées (DEMAS)**

**ARTICLE 38:** La Direction des exploitations minières artisanales et semi mécanisées est chargée:

- d'élaborer et de faire appliquer les stratégies de promotion des exploitations minières artisanales et semi mécanisées ;
- d'assurer la gestion des autorisations d'exploitation minière et des permis d'exploitation semi mécanisée ;
- d'identifier les projets et les promoteurs dans le domaine des exploitations minières artisanales et semi mécanisées ;
- de former les opérateurs des mines artisanales et semi mécanisées ;
- de promouvoir l'exploitation semi-mécanisée ;
- d'assurer le suivi des exploitations minières artisanales et semi mécanisées ;
- de veiller au respect du programme de travail, des règles de sécurité, d'hygiène et de santé au travail dans les exploitations minières artisanales et semi mécanisées ;
- d'aider à la création d'ateliers de fabrication d'équipements au Burkina Faso et de certains instruments de production simples déjà éprouvés ;
- de veiller, en rapport avec les services du ministère en charge de l'environnement, à la protection, à la sauvegarde et à la restauration de l'environnement ;
- de contribuer à l'élaboration des statistiques sur la collecte de l'or.

### **Paragraphe 4: La Direction des affaires juridiques et de la prospective (DAJP)**

**ARTICLE 39 :** La Direction des affaires juridiques et de la prospective est chargée :

- de suivre la gestion des conventions minières ;
- d'étudier les dossiers relatifs aux contentieux et de proposer des mesures conformes à la réglementation minière ;
- d'assurer une application effective des lois et règlements dans le secteur minier ;
- d'assurer la vulgarisation du droit minier ;
- de collecter les statistiques minières dans le domaine de la recherche, de l'exploitation et de la commercialisation des substances de mines ;
- de mettre en place une base de données statistiques sur les mines ;
- de procéder à l'analyse des données statistiques et de dégager les tendances à court, moyen et long termes ;
- d'étudier et de proposer les mesures propres à assurer à l'économie nationale, le maximum de retombées résultant des exploitations minières ;
- d'assister toutes les directions dans l'élaboration et l'application de la réglementation minière ;
- de procéder à l'émission des bulletins de liquidation des redevances minières conformément aux modèles établis par les autorités compétentes, aux procès-verbaux de pesée et aux textes en vigueur ;
- d'assurer la valorisation des titres miniers.

### **Section 2: La Direction générale des carrières (DGC)**

**ARTICLE 40:** La Direction générale des carrières (DGC) a pour mission la conception, l'élaboration, la coordination et l'application de la politique du ministère dans le domaine des carrières.

A ce titre, elle est chargée :

- de promouvoir les activités relatives à la recherche et à l'exploitation des substances de carrières ;
- de proposer des mesures d'amélioration du cadre juridique et institutionnel du secteur des carrières ;
- de collecter et de traiter les statistiques de carrières ;
- de suivre les impacts sociaux, environnementaux, économiques et juridiques des projets liés aux substances de carrières ;
- de diffuser la documentation relative à la réglementation des activités de carrières ;
- de gérer les autorisations relatives aux carrières ;
- de contribuer à la collecte des droits et taxes sur les autorisations des exploitations de carrières ;
- de suivre et de contrôler les activités de recherche et d'exploitation des substances des carrières.

**ARTICLE 41:** La Direction générale des carrières comprend:

- la Direction de la réglementation et du suivi des carrières (DRSC) ;
- la Direction de la promotion des carrières (DPC).

### **Paragraphe 1: La Direction de la réglementation et du suivi des carrières (DRSC)**

**ARTICLE 42:** La Direction de la réglementation et du suivi des carrières (DRSC) est chargée:



- d'établir et de faire appliquer la réglementation sur les exploitations des carrières et des haldes ;
- de suivre et de contrôler les exploitations des carrières ;
- de veiller à la sécurité dans les carrières ;
- de veiller à la protection, à la sauvegarde et à la restauration de l'environnement des sites des carrières en collaboration avec les services des ministères concernés ;
- de gérer les autorisations de recherche et d'exploitation de substances de carrières ;
- de contribuer à l'élaboration des stratégies de développement des carrières ;
- de contribuer à la promotion des produits des carrières.

**Paragraphe 2: La Direction de la promotion des carrières (DPC)**

**ARTICLE 43:** La Direction de la promotion des carrières (DPC) est chargée :

- de contribuer à l'élaboration et à l'application de la législation et de la réglementation dans les exploitations de substances de carrières ;
- d'élaborer et mettre en œuvre des stratégies de développement des carrières ;
- de promouvoir la valorisation des substances de carrières ;
- de promouvoir les exploitations de substances de carrières ;
- d'encourager la création d'ateliers de fabrication d'équipements adaptés à l'exploitation de substances de carrières.

**Section 3: La Direction générale de l'énergie (DGE)**

**ARTICLE 44:** La Direction générale de l'énergie a pour mission la conception, l'élaboration, la coordination et l'application de la politique du Ministère dans le domaine de l'énergie.

A ce titre, elle est chargée :

- de concevoir les plans énergétiques du pays ;
- d'élaborer les bilans énergétiques et les programmes de maîtrise d'énergie ;
- de coordonner les activités liées à la résolution des besoins en services énergétiques dans le cadre des plans nationaux de développement ;
- de développer des initiatives pour la valorisation et l'utilisation des ressources énergétiques endogènes ;
- de promouvoir les énergies renouvelables ;
- de suivre et de contrôler les infrastructures énergétiques ;
- de promouvoir l'électrification rurale ;
- d'élaborer et de veiller à l'application de la législation et de la réglementation en matière de recherche, de production, d'approvisionnement et de distribution des produits énergétiques en relation avec les ministères compétents ;
- de promouvoir les économies d'énergie.

**ARTICLE 45:** La Direction générale de l'énergie comprend :

- la Direction de l'énergie électrique et de la promotion de l'électrification rurale (DEEPER) ;
- la Direction des énergies renouvelables et des énergies domestiques (DERED) ;
- la Direction des hydrocarbures (DH) ;
- la Direction de la promotion des économies d'énergie (DPEE).

**Paragraphe 1: La Direction de l'énergie électrique et de la promotion de l'électrification rurale (DEEPER)**

**ARTICLE 46:** La Direction de l'énergie électrique et de la promotion de l'électrification rurale est chargée :

- d'élaborer la politique d'électrification du pays en collaboration avec les services des ministères concernés ;
- de contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre de toute politique d'interconnexion ;
- de proposer des mesures administratives, financières et techniques propres à assurer la couverture du territoire national en énergie électrique ;
- de tenir à jour une fiche technique de tous les projets en cours dans le pays ayant un volet électricité ;
- de contrôler les infrastructures liées à la production, au transport et à la distribution de l'énergie électrique ;
- de contribuer, en relation avec les services compétents des ministères concernés, à la fixation et à la régulation des tarifs de l'électricité ;
- d'élaborer et de suivre la mise en œuvre des politiques, stratégies, plans et programmes nationaux de promotion de l'électrification rurale en rapport avec les structures concernées ;
- de coordonner toutes les actions relatives à l'électrification rurale développées au niveau national et d'assurer leur suivi évaluation ;
- de collecter les données sur l'énergie électrique, en collaboration avec les acteurs du sous-secteur ;
- d'assurer la gestion des relations avec les institutions internationales œuvrant dans le domaine de l'électrification rurale ;
- de promouvoir la démarche multisectorielle en matière de besoins en énergie électrique dans l'optique d'accroître l'impact socio-économique de l'électrification rurale.

**Paragraphe 2: La Direction des énergies renouvelables et des énergies domestiques (DERED)**

**ARTICLE 47:** La Direction des énergies renouvelables et des énergies domestiques est chargée :

- de contribuer à l'élaboration de toute politique d'évaluation et de mise en valeur des ressources énergétiques alternatives renouvelables dans le pays ;
- de contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques et programmes d'approvisionnement du pays en énergies domestiques, en collaboration avec les services des ministères concernés ;
- de contribuer à l'élaboration de la politique et à la promotion des économies d'énergies domestiques en collaboration avec les services des ministères concernés ;
- de contribuer à une meilleure valorisation et utilisation des énergies renouvelables ;
- de contribuer à la promotion de la recherche et de la diffusion des technologies liées aux énergies renouvelables ;
- d'élaborer et de faire appliquer la réglementation en matière de distribution des équipements d'énergies renouvelables ;
- d'élaborer et de tenir à jour une fiche technique de tous les projets en cours dans le pays ayant un volet énergies domestiques et/ou énergies renouvelables ;
- de collecter les données sur les énergies renouvelables et les énergies domestiques en collaboration avec les acteurs du sous-secteur ;

- d'élaborer et de mettre en œuvre une politique et une stratégie de développement des énergies renouvelables ;
- de contribuer à élaborer un cadre réglementaire en matière de production et de distribution d'énergies d'origine renouvelable.

### **Paragraphe 3: La Direction des hydrocarbures (DH)**

**ARTICLE 48:** La Direction des hydrocarbures est chargée :

- de collecter et de gérer la banque des données sur les hydrocarbures et les informations relatives à l'exploration pétrolière en collaboration avec les acteurs du sous-secteur ;
- d'élaborer et de faire appliquer les stratégies d'approvisionnement du pays en produits pétroliers en collaboration avec les services des ministères concernés ;
- de tenir à jour une fiche technique de tous les projets du sous-secteur en cours dans le pays ;
- de proposer des programmes visant à améliorer la couverture du pays en produits pétroliers ;
- de contrôler les infrastructures liées à l'approvisionnement, au stockage et à la distribution des hydrocarbures ;
- d'élaborer et de faire appliquer toute réglementation en matière de transport, de stockage et de distribution des hydrocarbures et des lubrifiants ;
- de tenir une fiche de suivi des stocks du pays ;
- de définir les spécifications des produits pétroliers, des carburants et des lubrifiants en relation avec les services compétents des ministères concernés ;
- de contrôler ou de faire contrôler périodiquement la qualité des produits pétroliers et des lubrifiants distribués ainsi que le respect des règles de sécurité en matière de transport, de stockage et de distribution ;
- de réaliser et/ou suivre la réalisation des études de sites et de veiller au respect de la réglementation en matière de construction et d'exploitation des infrastructures de stockage, des stations service et distribution et autres établissements de distribution de produits pétroliers et de lubrifiants ;
- de contribuer, en relation avec les services compétents des ministères concernés, à la fixation des prix des hydrocarbures ;
- d'examiner et de donner un avis sur les dossiers de demande de constitution de réseau de station service, d'agrément des équipements et d'autorisation des sites de stockage de gaz et de lubrifiants, d'ouverture des stations services et autres établissements de distribution de produits pétroliers et de lubrifiants.

### **Paragraphe 4: La Direction de la promotion des économies d'énergie (DPEE)**

**ARTICLE 49:** La Direction de la promotion des économies d'énergie est chargée :

- de contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre de toute politique de maîtrise de l'énergie ;
- de promouvoir les activités de maîtrise de l'énergie ;
- de faire réaliser des audits énergétiques périodiques dans les secteurs de l'administration, de l'industrie, du transport et des services ;
- d'élaborer les textes réglementaires pour la promotion des économies d'énergies ;
- de développer des projets de démonstration dans le domaine de la maîtrise de l'énergie ;
- de promouvoir les activités de renforcement de capacités des acteurs dans le domaine de la maîtrise de l'énergie ;

- de mettre en œuvre des programmes nationaux de sensibilisation et d'éducation dans le domaine de la maîtrise de l'énergie ;
- de réaliser les études et les évaluations des projets de maîtrise de l'énergie ;
- de réaliser les études portant sur l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre liées à la consommation de l'énergie.

### **Section 4: La Direction générale des études et des statistiques sectorielles (DGESS)**

**ARTICLE 50:** La Direction générale des études et des statistiques sectorielles est chargée de la conception, de la programmation, de la coordination, du suivi et de l'évaluation des actions de développement au niveau du Ministère.

A ce titre, elle est chargée:

- d'élaborer et de suivre la mise en œuvre des politiques sectorielles ;
- d'organiser les revues sectorielles (mi-parcours et annuelle) de mise en œuvre des politiques sectorielles ;
- d'élaborer le programme d'activités consolidé du Ministère assorti de projets de lettre de mission pour les structures du Ministère ;
- d'animer les cadres de concertations sectorielles (CASEM) et de suivre la mise en œuvre des recommandations issues de ces cadres ;
- de préparer le cadrage sectoriel ;
- de suivre les relations de coopération avec les partenaires ;
- de contribuer à mobiliser les financements au profit du Ministère par l'appui à l'organisation des tables rondes sectorielles ;
- d'élaborer le programme d'investissement et de suivre son exécution ;
- de suivre et d'évaluer les projets et programmes sous tutelle du Ministère et d'élaborer les rapports sectoriels de leur mise en œuvre ;
- d'identifier et de suivre les actions des intervenants extérieurs (autres projets et programmes intervenant au Ministère ONG, OSC, secteur privé, collectivités territoriales) par des rapports périodiques en termes de contributions à la mise en œuvre des politiques sectorielles ;
- de collecter, traiter et centraliser les données statistiques des activités du Ministère ;
- de proposer toute étude nécessaire à la dynamique du Ministère ;
- de gérer les crédits et les biens matériels mis à la disposition de la Direction.
- d'élaborer et mettre en œuvre le Schéma Directeur Informatique du Ministère ;
- de coordonner l'élaboration et le suivi de l'exécution du Budget Programme.

**ARTICLE 51:** La Direction générale des études et des statistiques sectorielles comprend :

- la Direction de la prospective et de la planification opérationnelle (DPPO) ;
- la Direction de la formulation des politiques (DFP) ;
- la Direction du suivi, de l'évaluation et de la capitalisation (DSEC) ;
- la Direction des statistiques sectorielles (DSS) ;
- la Direction de la coordination des projets et programmes (DCPP).

**Paragraphe 1: La Direction de la prospective et de la planification opérationnelle (DPPO)**

**ARTICLE 52:** La Direction de la prospective et de la planification opérationnelle est chargée de la conduite des réflexions prospectives et de la planification opérationnelle. A ce titre, elle assure :

- la conduite des réflexions thématiques de long terme sur les questions de développement liées aux mines et à l'énergie ;
- la traduction des orientations stratégiques du Ministère en plans et programmes de développement ;
- la conduite de travaux de planification stratégique ;
- l'élaboration du programme d'activités consolidé du Ministère ;
- l'élaboration des rapports d'activités consolidés (mi-parcours et annuels) du Ministère assorti d'une évaluation annuelle des performances des structures du Ministère ;
- l'animation des cadres de concertation sectorielles (CASEM, etc.) et le suivi de la mise en œuvre des recommandations issues de ces cadres.

**Paragraphe 2: La Direction de la formulation des politiques (DFP)**

**ARTICLE 53:** La Direction de la formation des politiques est chargée de la formulation des politiques et programmes de développement du Ministère. A ce titre, elle assure :

- l'élaboration des politiques et stratégies du Ministère ;
- l'organisation des revues sectorielles (mi-parcours et annuelle) de mise en œuvre des politiques sectorielles ;
- l'animation des cadres sectoriels de dialogue (CSD) ;
- la formation des projets et programmes sur la base des orientations sectorielles ;
- l'élaboration du programme d'investissement du Ministère.

**Paragraphe 3: La Direction du suivi, de l'évaluation et de la capitalisation (DSEC)**

**ARTICLE 54:** La Direction du suivi, de l'évaluation et de la capitalisation est chargée du suivi, de l'évaluation et de la capitalisation. A ce titre, elle assure :

- l'élaboration et la diffusion des méthodes et outils de suivi-évaluation au niveau du Ministère ;
- l'élaboration des rapports de suivi et d'évaluation des politiques et stratégies du Ministère ;
- le suivi de la mise en œuvre des recommandations issues des cadres de concertation du Ministère ;
- l'identification et le suivi des actions des intervenants extérieurs (autres projet et programmes intervenant dans les domaines d'activités du Ministère, ONG, OSC, secteur privé et collectivités territoriales) par des rapports périodiques en termes de contributions à la mise en œuvre des politiques sectorielles ;
- la proposition de toute étude nécessaire à la dynamique du Ministère.

**Paragraphe 4: La direction des statistiques sectorielles (DSS)**

**ARTICLE 55:** La Direction des statistiques sectorielles est chargée de la production des statistiques sectorielles. A ce titre, elle assure :

- la collecte des données, le traitement et la production des statistiques sectorielles ;
- la gestion de la base de données sectorielle et le système d'information géographique du Ministère ;
- la production et la diffusion des annuaires statistiques liés aux mines et à l'énergie ;
- la participation à l'alimentation du site web du Ministère.

**Paragraphe 5: La Direction de la coordination des projets et programmes (DCPP)**

**ARTICLE 56:** La Direction de la coordination des projets et programmes est chargée d'assurer la coordination des unités d'exécution des projets et programmes au niveau sectoriel. A ce titre, elle assure :

- la coordination, la préparation et la tenue annuelle des sessions des assemblées sectorielles des projets et programmes ;
- le suivi de la mise en œuvre des recommandations du secteur issues des sessions des assemblées sectorielles ;
- l'élaboration des rapports sectoriels de mise en œuvre des projets et programmes ;
- le suivi et le contrôle de la mise en œuvre des projets et programmes du secteur ;
- le suivi des relations de coopération avec les partenaires intervenant dans le secteur ;
- la rationalisation des unités d'exécution des projets et programmes du secteur.

**Section 5: La Direction de l'administration et des finances (DAF)**

**ARTICLE 57:** La Direction de l'administration et des finances a pour mission la gestion des moyens financiers et matériels du Ministère.

A ce titre elle est chargée notamment:

- d'élaborer et d'exécuter les budgets du département ;
- d'élaborer et d'exécuter le budget au titre des transferts en capital de l'Etat ;
- d'assurer la gestion des biens meubles et immeubles et tenir la comptabilité matières du département ;
- d'assurer la sécurité du personnel et des biens ;
- de produire les rapports périodiques sur l'exécution du budget du Ministère.

**Section 6: La Direction des marchés publics (DMP)**

**ARTICLE 58:** La Direction des marchés publics a pour mission de gérer le processus de la commande publique du département. A ce titre, elle est chargée notamment :

- d'élaborer le plan général annuel de passation des marchés publics du Ministère et de produire les rapports périodiques de son exécution ;
- d'élaborer l'avis général de passation de marchés dont le montant prévisionnel, toutes taxes comprises, est supérieur ou égal au seuil communautaire de publicité défini par la Commission de l'UEMOA ;



- d'assurer la mise en œuvre des procédures de passation des marchés publics et des délégations de services publics.

#### **Section 6: La Direction des ressources humaines (DRH)**

**ARTICLE 59:** La Direction des ressources humaines a pour attributions d'assurer, en relation avec le Ministère en charge de la fonction publique, la conception, la formalisation, la mise en œuvre et l'évaluation des mesures visant à accroître la productivité, l'efficacité et le rendement des personnels du département.

A ce titre, elle est chargée:

- d'assurer la gestion prévisionnelle et rationnelle des ressources humaines du Ministère et de participer au recrutement de son personnel ;
- de gérer la situation administrative des agents du Ministère ;
- de tenir le fichier du personnel et de suivre la carrière des agents du Ministère ;
- de contribuer au bon fonctionnement des cadres de concertation avec les partenaires sociaux ;
- de veiller au bon fonctionnement des organes consultatifs existant dans le Ministère ;
- de concevoir et de mettre en œuvre des plans et programmes de formation des agents du département ;
- de contribuer à l'élaboration du titre II du budget du Ministère et de suivre son exécution ;
- de contribuer à l'amélioration des conditions de travail et de la productivité du personnel du Ministère ;
- d'assister les agents du Ministère en fin de carrière se préparant à faire valoir leurs droits à la retraite ;
- d'assurer le suivi des écoles de formation professionnelles placées sous tutelle du Ministère ;
- d'apporter un appui-conseil en gestion des ressources humaines aux services et projets du Ministère.

#### **Section 7: La Direction de la communication et de la presse ministérielle (DCPM)**

**ARTICLE 60:** La Direction de la communication et de la presse ministérielle conçoit, coordonne et gère les activités de communication interne et externe du Ministère.

A ce titre, elle est chargée:

- d'assurer les revues de presse et les synthèses de l'actualité à l'attention du Ministre ;
- de réaliser des dossiers de presse de l'actualité ;
- de gérer les relations publiques du Ministère avec les institutions ;
- de publier et de gérer les périodiques du département ;
- d'assurer les relations avec les organes de presse nationaux, les journaux et les correspondants de la presse étrangère ;
- de mettre à jour la documentation et les statistiques de presse ayant un rapport avec l'activité du Ministère ;
- d'assurer la mise à jour et l'animation du site web du Ministère ;
- d'assurer la vulgarisation de la politique sectorielle du Ministère ;
- de contribuer à la production des chroniques du Gouvernement et à l'animation des points de presse du Gouvernement en collaboration avec le service d'Information du Gouvernement.

#### **Section 8: La Direction des Archives et de la Documentation (DAD)**

**ARTICLE 61:** La Direction des archives et de la documentation est chargée:

- de la création et la gestion du fond documentaire du Ministère ;
- de la dématérialisation et la numérisation des données documentaires ;
- de la recherche et la mise à disposition du Ministère, de la documentation requise.
- d'approvisionner le Ministère en ouvrages, périodiques et autres documents intéressant les secteurs du département ;
- de mettre à la disposition des usagers toute information nécessaire à la recherche et au développement dans le domaine des mines et de l'énergie ;
- de conseiller les services dans les domaines de l'archivage et de la documentation.

#### **Chapitre V: Les structures déconcentrées**

**ARTICLE 62:** Les structures déconcentrées sont les démembrements du Ministère des mines et de l'énergie au niveau régional. Il s'agit des Directions régionales des mines et de l'énergie (DRME).

**ARTICLE 63:** Les Directions régionales des mines et de l'énergie ont pour mission la mise en œuvre de la politique du Ministère en matière de mines et d'énergie dans les régions du Burkina Faso.

A ce titre, elles sont chargées au niveau régional :

- de coordonner les activités administratives et de suivre l'exécution des politiques, stratégies, plans, projets et programmes en matière de mines et d'énergie ;
- d'assurer l'appui-conseil et l'accompagnement des collectivités territoriales dans leurs domaines de compétences.

#### **Chapitre VI: les structures rattachées**

**ARTICLE 64:** Le Ministère des mines et de l'énergie comprend les structures rattachées suivantes:

- le Bureau des Mines et de la Géologie du Burkina (BUMIGEB) ;
- la Société Nationale d'Electricité du Burkina (SONABEL) ;
- le Fonds de Développement de l'Electrification (FDE).

**ARTICLE 65:** Le Ministère des mines et de l'énergie assure l'orientation, le suivi et l'évaluation des activités des structures rattachées entrant dans le cadre de ses attributions et placées sous sa tutelle.

**ARTICLE 66:** Le pouvoir de contrôle et de vérification du Ministère des mines et de l'énergie s'applique également aux sociétés où l'Etat détient une part du capital ainsi qu'aux personnes physiques ou morales opérant dans les secteurs minier et énergétique au Burkina Faso.

**ARTICLE 67:** L'organisation et le fonctionnement des structures rattachées telles que prévues à l'article 65 du présent décret sont régis par leurs textes de création et leurs statuts.

**Chapitre VII: Les structures de mission**

**ARTICLE 68:** Sont considérées comme structures de mission, les structures créées pour exécuter des missions conjoncturelles et temporaires. Les structures de mission sont les projets et programmes de développement concourant à l'accomplissement des missions du Ministère.

**TITRE IV: DISPOSITIONS TRANSITOIRES**

**ARTICLE 69:** En attendant la mise en place d'un cadastre des carrières, le Cadastre minier fournit les informations nécessaires à la bonne marche des services de la Direction générale des carrières.

**TITRE V: DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES**

**ARTICLE 70:** Le Secrétaire général, les Directeurs généraux, les Directeurs des structures centrales, les Directeurs des structures déconcentrées et les Directeurs généraux des structures rattachées sont nommés par décret pris en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre.

**ARTICLE 71:** Les Chefs de services sont nommés par arrêté du Ministre.

**ARTICLE 72:** Des arrêtés du Ministre précisent l'organisation, les attributions et le fonctionnement des directions et des services respectifs.

**ARTICLE 73:** Le présent décret abroge toutes dispositions antérieures contraires, notamment celles du décret n° 2012-280/PRES/PM/MCE du 03 avril 2012 portant organisation du Ministère des mines, des carrières et de l'énergie.

**ARTICLE 74:** Le Ministre des mines et de l'énergie est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le 30 octobre 2013

**Blaise COMPAORE**

Le Premier Ministre

**Beyon Luc Adolphe TIAO**

Le Ministre des Mines et de l'Energie

**Salif Lamoussa KABORE**

**ANNEXE 2 : LEGENDE DE L'ORGANIGRAMME DU MINISTERE DES MINES ET DE L'ENERGIE**

BNAF : Brigade nationale de lutte anti-fraude de l'or  
 BUMIGEB : Bureau des mines et de la géologie du Burkina  
 DAD : Direction des Archives et de la Documentation  
 DAF : Direction de l'administration et des finances  
 DAJP : Direction des affaires juridiques et de la prospective  
 DCPM : Direction de la communication et de la presse

ministérielle

DCPP : Direction de la coordination des projets et programmes

DEEPER : Direction de l'énergie électrique et de la promotion de l'électrification rurale

DEMAS : Direction des exploitations minières artisanales et semi mécanisées

DEP : Direction des études et de la planification

DERED : Direction des énergies renouvelables et des énergies domestiques

DFP : Direction de la formulation des politiques

DGC : Direction générale des carrières

DGE : Direction générale de l'énergie

DGESS : Direction générale des études statistiques sectorielles

DGMG : Direction générale des mines et de la géologie

DGCM : Direction de la géologie et du cadastre minier

DH : Direction des hydrocarbures

DM : Direction des mines

DMP : Direction des marchés publics

DPC : Direction de la promotion des carrières

DPEE : Direction de la promotion des économies d'énergie

DPPO : Direction de la prospective et de la planification opérationnelle

DRH : Direction des ressources humaines

DRME : Direction régionale des mines et de l'énergie

DRSC : Direction de la réglementation et du suivi des carrières

DSEC : Direction du suivi, de l'évaluation et de la capitalisation

DSS : Direction des statistiques sectorielles

FDE : Fonds de développement de l'électrification

ITS : Inspection technique des services

SONABEL : Société nationale d'électricité du Burkina

SP : Secrétariat permanent

ST : Secrétariat technique

**MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE L'ARTISANAT**

**DECRET N° 2013-984/PRES/PM/MICA du 30 octobre 2013.**

**ARTICLE 1 :** Monsieur Soumayila BARA, Mle 212 298 A, Conseiller des affaires économiques est nommé Chargé d'études.

**ARTICLE 2 :** Le Ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat est chargé de l'exécution du présent décret qui prend effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

**DECRET N° 2013-985/PRES/PM/MICA du 30 octobre 2013.**

**ARTICLE 1 :** Monsieur Toro ZOURI, Mle 18 055 C, Conseiller des affaires économiques est nommé Directeur des marchés publics.